

CC002957 - CP 16/10/2023 - BUDGET PARTICIPATIF 2023 - PATRIMOINE

Commission permanente

Date du vote : 16-10-2023

Liste des dossiers inscrits dans la commission pour Vote

Objet :

Dossiers de l'édition

KPA00480	23 - I - GLAZ PROJECT - BUDGET PARTICIPATIF 2023
KPA00481	23 - I - LE CHATIAO ENCHANTELE - BUDGET PARTICIPATIF 2023

Nombre de dossiers 2

Observation :

BUDGET PARTICIPATIF 2023 - Investissement

IMPUTATION : 2023 PARTI001 3 204 01 20421 0 P123

PROJET : PATRIMOINE

Nature de la subvention :

 Association Glaz Project 2023 7 La Ville es Huriaux Chez Monsieur Dimitri MULLER 35730 PLEURTUIT ACL02140 - D35139158 - KPA00480									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Département ille et vilaine Département ille et vilaine	<u>Mandataire</u> - Association glaz project	construction d'une gabare pour le territoire de la Vallée de la Rance			€	FORFAITAIRE	49 630,00 €	49 630,00 €	
 Association Le Châtiao Enchantelé 2023 11 Cherhal 35390 GRAND FOUGERAY ACL02141 - D35139160 - KPA00481									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Département ille et vilaine Département ille et vilaine	<u>Mandataire</u> - Association le châtiao enchantelé	la reconstruction de la Motte féodale Cherhal, sur la Communauté de Communes Bretagne Porte de Loire Communauté, commune du Grand-Fougeray			€	FORFAITAIRE	50 000,00 €	50 000,00 €	

Total pour le projet : PATRIMOINE			99 630,00 €	99 630,00 €	
Total pour l'imputation : 2023 PARTI001 3 204 01 20421 0 P123			99 630,00 €	99 630,00 €	
TOTAL pour l'aide : BUDGET PARTICIPATIF 2023 - Investissement			99 630,00 €	99 630,00 €	

Total général :			99 630,00 €	99 630,00 €	
-----------------	--	--	-------------	-------------	--

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association *Glaz Project* ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles suivants :

- L.2313-1 qui prévoit la publication au compte administratif du Conseil départemental des montants globaux de subventions directes et indirectes accordées annuellement aux associations et L. 2313-1-1 qui prévoit la transmission par le Département au Préfet et au Trésor Public des comptes financiers certifiés des associations ayant perçu plus de 75 000 € de subventions, ou représentant plus de 50% des produits et dépassant le seuil de 23 000 € ;
- L.1611-4-1 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée ;
- L.1611-4-2 qui prévoit la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales ;
- L.1611-4-3 qui prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;
- l'Annexe 1 du Code Général des Collectivités Territoriales portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités, qui impose la conclusion d'une convention de partenariat avec toute association percevant plus de 23 000 € de subventions directes et indirectes par an.

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien ;

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16/10/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association *Glaz Project*, domiciliée chez Monsieur Dimitri MULLER, 7 La Ville es Huriaux, 35730 Pleurtuit, SIRET n° 900 973 553 00028, et déclarée en préfecture en juin 2023, Représentée par Monsieur Dimitri MULLER, ayant la qualité de Président, dûment habilité par élection au Conseil d'administration de l'Association, en date du 6 juin 2023,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 49 630 € à l'Association pour la réalisation du projet « *Construction d'une gabare pour un territoire* ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 49 630 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 – fonction 01 - article 20421 du budget afférent à l'exercice année 2023.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant **60%** du montant de la subvention soit **29 778 €**, après signature de la présente convention,
- Le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : 13807 10931 32521679113 15 BPGO ST MALO REPUBLIQUE
IBAN : FR76 1380 7109 3132 5216 7911 315
Code BIC : CCBPFRPPNAN

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à **RENNES**, le **xx xx xxxx**,

Pour l'Association *Glaz Project*
Le Président,
Dimitri MULLER

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental,
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association *Le Châtiao Enchantelé* ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles suivants :

- L.2313-1 qui prévoit la publication au compte administratif du Conseil départemental des montants globaux de subventions directes et indirectes accordées annuellement aux associations et L. 2313-1-1 qui prévoit la transmission par le Département au Préfet et au Trésor Public des comptes financiers certifiés des associations ayant perçu plus de 75 000 € de subventions, ou représentant plus de 50% des produits et dépassant le seuil de 23 000 € ;
- L.1611-4-1 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée ;
- L.1611-4-2 qui prévoit la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales ;
- L.1611-4-3 qui prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;
- l'Annexe 1 du Code Général des Collectivités Territoriales portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités, qui impose la conclusion d'une convention de partenariat avec toute association percevant plus de 23 000 € de subventions directes et indirectes par an.

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien ;

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16/10/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association *Le Châtiao Enchantelé*, domiciliée 11 Cherhal, 35390 Grand Fougeray, SIRET n° 92363583300018 et déclarée en préfecture le 9 février 2023,

Représentée par Monsieur Théo SAULNIER ayant la qualité de représentant légal, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 09 février 2023.

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 50 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « *La Motte Cherhal* ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 50 000 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 – fonction 01 - article 20421 du budget afférent à l'exercice année 2023.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 50% du montant de la subvention soit 25 000 €, après signature de la présente convention,
- Le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)
-

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : 16958 00001 65079513071 92 Qonto
IBAN : FR76 1695 8000 0165 0795 1307 192
Code BIC : QNTOFRP1XXX

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- Le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- Le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- Le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- Le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- A déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- A prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le 2023,

Pour l'Association *Le Châtiao Enchantelé*
Le Président,
Théo SAULNIER

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental,
Jean-Luc CHENUT

Éléments financiers

Commission permanente
du 20/11/2023

N° 48647

Dépense(s)

Affectation d'AP/AE n°28417	APAE : 2023-PARTI001-3 BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN		
Imputation	204-01-20421-0-P123 Biens mobiliers, matériel et études(I)		
Montant de l'APAE	99 630 €	Montant proposé ce jour	99 630 €
TOTAL			99 630 €